

Solidaires 37

Trimestriel des syndicats

Solidaires Unitaires Démocratiques d'Indre et Loire

« DU PAIN ET DES ROSES » (devise des IWW américains).

Numéro 57

octobre 2019

1€

Les personnels des
urgences en lutte nous
montrent la voie !

MANDARINE, c'est pour
demain !

Réforme des retraites: le
gouvernement nous ment !

Protection de l'enfance : Les
sacrifiées des appels
d'offres !

Individualisation des
parcours

Inclusion flexible des élèves
en situation de handicap

Justice sociale - Urgence
écologique

Mobilisation générale
L'humanité en péril, virons
de bord toute !

La recomposition des
mondes,

Le Grenelle contre les
féminicides est bien mal
engagé!



Les personnels des urgences en lutte nous montrent la voie !



Depuis presque 6 mois le mouvement de grève dans les services d'urgences n'a cessé de s'étendre à travers le pays. Ce sont aujourd'hui plus de 250 services qui sont en grève dont ceux de Chinon, Amboise, Loches et Trousseau au CHU de Tours.

La situation dramatique des urgences n'est pas due à la fatalité. Elle est le résultat des politiques menées depuis des décennies par les différents gouvernements, de gauche comme de droite, qui ont eu comme constante les fermetures de lits d'hospitalisation (plus de 100 000 en 20 ans) et la baisse des effectifs paramédicaux (aides soignant-es et infirmier-ères) alors que le nombre de passages aux urgences ne cesse d'augmenter d'année en année.

“Le manque de lits d'aval [...] est la principale raison de l'engorgement chronique des urgences”

Le manque de lits d'aval pour accueillir les **patient-es** qui nécessitent une hospitalisation est la principale raison de l'engorgement chronique des urgences, avec des malades qui restent sur des brancards des heures, voire des jours, faute de place dans les services. Ce n'est donc pas en

renvoyant certains malades dits « légers » vers le privé et le libéral comme le préconise la ministre Agnès Buzyn que la situation sera réglée. Par contre, cette perspective contribuera encore un peu plus à affaiblir et casser notre service public de santé.

Le fameux plan d'ampleur proposé par la ministre ne répond donc en rien aux revendications des personnels grévistes qui en premier lieu demandent l'arrêt des fermetures de lits et la réouverture de ceux déjà fermés. L'exemple du CHU de Tours est significatif, puisque dans le cadre d'une restructuration générale, ce sont encore plusieurs dizaines de lits qui vont être fermés, aggravant ainsi d'autant la situation des urgences.

Le plan Buzyn ne propose rien en matière de créations de postes pour rompre avec la spirale du

sous-effectif qui impose aux agents le retour au travail sur les repos, le report des vacances, les non prises de RTT pour parer aux absences, souvent dues justement à ces conditions de travail de plus en plus dégradées.

A cela s'ajoute la revendication de l'augmentation des salaires à laquelle Buzyn fait la sourde oreille. Il faut savoir que les salaires des paramédicaux français se situent au 26^{ème} rang sur 29 des pays de l'OCDE !

Si ce mouvement est exceptionnel par sa durée et sa détermination, il est aussi exemplaire par sa structuration : le mouvement s'est doté d'une structure nationale de coordination (le comité inter-urgences) qui regroupe les délégations des services en grève. Cela permet au niveau national une animation démocratique de la lutte, sans qu'elle puisse être confisquée par qui que ce soit.

SUD santé sociaux (nationalement et localement) soutient totalement ce mouvement et cette « auto-organisation » des grévistes alors que les autres syndicats sont plus réticents (voire hostiles à cette auto-organisation).

Le comité inter-urgences a rejeté à l'unanimité le plan Buzyn et appelé à continuer la lutte et a décidé de tout faire pour élargir ce combat à tous les services des hôpitaux.

En ne lâchant rien, en voulant élargir leur lutte, en se structurant démocratiquement, les personnels des urgences nous montrent donc la voie !

MANDARINE, c'est pour demain !

Rouge comme la CDC (Caisse des Dépôts et Consignation) et jaune comme La Poste, le projet Mandarinne consiste à la montée en capital de la CDC dans celui de La Poste et au transfert du contrôle de la CNP (Caisse Nationale de Prévoyance) de la CDC vers La Banque Postale.

Lorsque l'opération sera achevée, la CDC deviendra l'actionnaire principal de La Poste avec 66% des actions détenues et deviendra **décisionnaire** y compris sur la CNP. Elle possèdera aussi la majorité au Conseil d'administration (plus de 50% des membres).

Au passage, l'état récupérerait environ 1 milliard d'euros, apportés par la CDC.

Ce nouveau pôle financier devrait être opérationnel dès janvier 2020.

Réforme des retraites: le gouvernement nous ment !

Nous ferons un point détaillé plus tard sur cette réforme des retraites voulue par Macron et son gouvernement, dans un numéro spécial de notre journal.

Aujourd'hui notre système de retraite est encore (malgré les différentes réformes qui ont porté atteinte gravement au montant des retraites en reculant l'âge de départ à la retraite, en augmentant la durée de cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux plein, en instaurant une décote, etc.) basé sur des mécanismes de solidarité. Le calcul de la pension est inscrit dans la loi, son montant est fixé en fonction du salaire et de la durée de cotisations, c'est ce qu'on appelle un **régime à « prestations définies »** (on peut calculer à l'avance le futur montant de notre pension).

Ce lien avec le salaire permet de mettre en avant la notion de **« salaire continué »** une fois à la retraite, tout comme nous avons un **« salaire maintenu »** en cas d'arrêt maladie.

Le gouvernement Macron veut remplacer ce système par un système de retraite à points, en nous vantant son universalité, sa transparence, sa simplicité : il nous ment !

Le rapport Delevoye (qui du coup a gagné ses galons de ministre) synthétise ce projet et en fixe les modalités.

L'objectif du président des riches est

de réduire les pensions pour donner moins aux retraité-es. Il veut limiter à 14% la part du PIB consacrée aux retraites et que les patrons ne cotisent pas un euro de plus. La même dépense de pensions pour d'avantage de retraité-es, c'est la baisse assurée pour tout le monde ! Avec ce système, impossible de prévoir le montant de notre retraite : la valeur du point, la conjoncture économique, le nombre de retraité-es, l'espérance de vie... autant d'inconnues qui vont servir à calculer ce montant dans une formule mathématique savante qui aura un seul but, équilibrer les comptes entre les recettes et les dépenses.

“Nous basculons dans l'imprévisible et l'absence de garanties”

De plus, ce système à points prend en compte l'ensemble de la carrière dont les années de galère, celles où les salaires sont faibles (alors qu'aujourd'hui sont prises en compte les 25 meilleures années pour le privé et les 6 derniers mois pour le public). Autant dire que les pensions baisseront encore un peu plus pour tous et toutes et que les inégalités vont s'accroître.

Bref, il n'y a rien de bon dans ce



projet, qui constitue aussi une grave attaque contre notre Sécurité Sociale.

C'est la première étape vers un système purement contributif, individualisé, par capitalisation : nous aurons en retour ce que nous aurons économisé individuellement. Terminée la solidarité inter-générationnel, terminée la notion de Sécurité Sociale et bienvenue aux prédateurs de la finance, banques, fonds de pensions, groupes assurantiels et autres.

Autant de raisons pour refuser ce projet. Il n'y a même pas à discuter. Il est d'ailleurs regrettable de voir les organisations syndicales (hostiles ou pas à ce projet) aller à Matignon pour discuter. Mais il n'y a rien à négocier si ce n'est le retrait pur et simple du plan Delevoye !

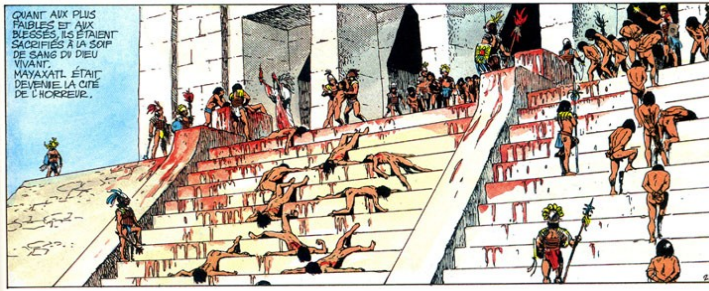
Et ce retrait ne peut être obtenu que par la mobilisation déterminée des salarié-es, certainement pas par des discussions de salon. C'est donc à cette mobilisation que nous devons travailler, que toutes les organisations syndicales qui ne veulent pas de ce nouveau coup contre nos acquis doivent consacrer leur énergie.

Voici une partie de ce que revendique Solidaires et que nous ne pourrions obtenir que par un mouvement gréviste d'ampleur nationale et déterminé, unitaire, public et privé confondu :

- Retrait du Plan Delevoye,
- abrogation des précédentes réformes successives,
- âge de départ à 60 ans et 55 pour les métiers pénibles,
- 37 années de cotisations pour le taux plein,
- taux de remplacement à 75% pour tous les régimes des dix meilleures années ou du dernier indice,
- annulation de la décote,
- pas de retraite inférieure au SMIC,
- Les moyens existent : augmenter les cotisations des entreprises en premier lieu ,

Plus d'information sur : <https://solidaires.org/Reforme-des-retraites-283>

Protection de l'enfance : Les sacrifiés des appels d'offres !



Protection de l'enfance en Indre et Loire, le sacrifice remis au goût du jour

On y est, la déstructuration de la protection de l'enfance en Indre et Loire, orchestrée par le conseil départemental, produit ses premiers effets.

La « casse » des professionnel·les œuvrant dans le secteur et la fragilisation des services sont en cours. Elles s'expliquent entre autre, par des déménagements, des restructurations forcées, des créations de structures, la rapidité imposée pour constituer des équipes opérantes, l'augmentation du nombre de mineurs pris en charge par chaque travailleur·euse social·e...

Les effets néfastes sont déjà clairement observables.

Que ce soit à l'IDEF ou ailleurs, les orientations inhérentes à la mise en place de commissions d'orientation, par exemple pour renvoyer les enfants vers leur « secteur d'origine », opèrent de réelles ruptures dans le suivi et l'accompagnement des jeunes et leur famille.

Pour exemple : l'apparition de places ou de services pour « situations complexes » engendre des constitutions abracadabrantes de groupes ! On y oriente des jeunes violent·es (verbalement comme physiquement), qui ont posé des actes extrêmement forts. En même temps ces mêmes services sont tenus d'accueillir des jeunes aux problématiques totalement différentes, nécessitant une prise en charge de tous les instants (tels que des enfants déficients ou autistes). On peut se questionner sur le bien-être de chacun·e. Comment faire cohabiter des profils aussi différents ? **Oui, on le faisait ! Mais**

ces services avaient alors le temps et les moyens pour travailler.

Le milieu ouvert

Dans les services dits « de milieu ouvert », les équipes travaillent sur mission du juge des enfants avec les familles quand les enfants sont toujours au domicile mais que le danger a été établi. Le nombre de familles suivies par travailleur·euse social·e a explosé. Les conditions d'exercice des mesures se sont complexifiées et les professionnel·les se confrontent à la difficulté de continuer à accompagner et protéger dans de bonnes conditions.

**“Quand les professionnel·les sont formé·es et peuvent se nourrir de leur expérience !
@ironie”**

Les jeunes diplômé·es ou les non-diplômé·es sont de plus en plus nombreux·ses mais ne restent pas dans le secteur, du fait des conditions de travail dégradées.

Une politique départementale nefaste

Le Conseil Départemental d'Indre et Loire, via GJ PAUMIER son cher président, annonce partout que le budget de la protection de l'enfance a augmenté et qu'aucune structure n'a disparue. C'est faux. Par exemple l'association Verdier a été absorbée par la Croix Rouge suite à

la perte des appels à projets. Mais le pire est qu'on ne parle surtout pas des ENFANTS ! La qualité du travail sensible que qu'assume le secteur de la protection de l'enfance est largement dégradée. Alors que le nombre de mineurs et familles pris en charge a largement augmenté, les prix de journée n'ont cessé d'être tirés vers le bas. Et avec eux, les conditions de prise en charge, d'accueil et de travail.

**“L'enfant ne devrait-il pas être au centre des préoccupations ?
Qu'en est-il du parcours de vie des jeunes ? Qu'en est-il de la considération des familles et de la prise en compte réelle de leurs difficultés ? ”**

Ce n'est pas en déplaçant les enfants là où il y a de la place, ni en allant voir les familles une fois par mois (quand le·a travailleur·euse social·e y parvient), qu'on assure les missions qui nous sont confiées. Les grands pontes du département sacrifient clairement et simplement des enfants en espérant que les services et les professionnel·les trouvent une baguette magique (où est Harry Potter ?) afin de s'adapter et d'adapter leur fonctionnement à chacune des problématiques et chacune des situations. De même pour l'augmentation du nombre de suivis par professionnel·le.

Naïveté, méconnaissance ou mauvaise foi ? L'enfant et sa famille ne sont clairement pas la priorité de nos dirigeant·es. Ce n'est pas une nouveauté mais iels nous le démontrent une nouvelle fois !



Individualisation des parcours

Les réformes dans la Fonction publique se poursuivent et s'enchainent, depuis les années 1980, Gauche et Droite confondues, avec pour seul objectif la casse des services publics. L'individualisation des parcours des fonctionnaires et des usagers remplace le collectif et la solidarité. La bonne vieille formule « diviser pour régner » est la règle.

Dans l'Education nationale, l'individualisation du parcours est mise en place à l'aide du livret de compétences individuelles s'appuyant sur des évaluations inadaptées, dès le premier degré, et des formations à la carte dans le second degré. La hiérarchie impose la politique du

« pas de vagues » pour les enseignants : C'est simple « Je vais bien, tout va bien ! ». A la rentrée de 2019, chaque lycéen-ne aura un tronc commun de 16h. Pour coller à leur projet un système de combinaisons de spécialités, à la carte, est prévu. Les traditionnelles

filières S, ES, et L sont supprimées. Les lycéens devront choisir 3 enseignements de spécialités durant l'année de 1ère et 2 spécialités durant celle de terminale. Les SEGPA (Section Générale Professionnelle) et les établissements médico-éducatif sont en cours de restructuration pour être remplacés par des SESSAD (Services de Soins à Domicile), encore la mise en place de parcours individualisés.

Dans le Public, comme dans le Privé, tout est mis en place pour briser la cohésion des salarié-es.

Inclusion flexible des élèves en situation de handicap

La gestion des accompagnant-es des élèves en situation de handicap (AESH) est modifiée, en cette rentrée, sur tout le territoire français. Un nouveau dispositif a été créé, le PIAL (Pôle Inclusif pour l'Accompagnement Localisé)

Celui-ci répond, parmi ses trois objectifs, à la nécessité de mettre en place une plus grande flexibilité dans l'organisation des affectations des AESH.

Il s'agit de pouvoir déplacer, plus facilement, les accompagnant-es d'un élève à l'autre. Par exemple, si l'AESH

d'un jeune élève 1 est absente plus de 48h, on pourra aller chercher l'AESH d'un autre jeune élève 2, sous trois jours, le temps d'établir un avenant à son contrat.

En conséquence, l'élève 1 devra s'adapter à une nouvelle personne alors que tout changement rapide

sera compliqué pour lui. L'élève 2, qui peut être scolarisé sans aide humaine, se verra dépouillé de son AESH pour un temps indéfini. L'AESH se verra déplacé du jour au lendemain, et pourra difficilement prétendre à des frais de déplacements puisque son affectation sera modifiée. Nul doute que le Service pour l'Ecole Inclusive (SEI), recevra bon nombre de manifestations de mécontentements des parents dont les enfants auront perdu leur accompagnant-e !

Justice sociale - Urgence écologique Mobilisation générale

L'été des catastrophes L'Amazonie, l'Afrique et la Sibérie brûlent sans qu'aucune mesure significative à l'échelle internationale ou locale ne soit prise. Ces incendies servent les intérêts des tenants de la déforestation : l'agro-industrie et les multinationales de l'extractivisme (minerais, énergie fossile...), qui font partie des piliers du système capitaliste qui nous mène droit dans le mur.

Les états/gouvernements n'ont aucune volonté d'agir pour limiter la hausse à 1,5°C comme le stipulait l'accord de Paris de 2015. Au contraire, ils continuent de soutenir le système capitaliste et sa course effrénée au profit au détriment de la planète et des populations. Les exhibitions de Macron en géant vert sur la scène internationale ne masquent ni l'inaction de son gouvernement ni ses méthodes répressives contre les mouvements sociaux et écologique, répressions condamnées par le bureau international des droits de l'homme à l'ONU.

Les multinationales sont les principales responsables.

Elles exploitent les travailleurs et les travailleuses, elles pillent la planète en toute impunité avec le soutien voire l'inféodation des états. Ces derniers négocient des accords en faveur de ces multinationales qui n'hésitent pas, en retour, à les attaquer en justice via des tribunaux taillés sur mesure pour affaiblir la législation sociale et/ou environnementale du pays (conséquences des accords dit de libre échange, tels le Tafta, Ceta ou Mercosur..).

Rendre nos comportements individuels « vertueux » écologiquement, ne suffira pas à inverser le cours des choses si les principaux responsables de la pollution ne sont pas stoppés.

Poursuivre, amplifier et élargir la mobilisation sans attendre

Les mobilisations sociales et écologiques ont porté sur le terrain des luttes, l'urgence à agir conjointement pour la justice sociale et écologique. Pour atteindre le système capitaliste qui impose croissance et satisfaction des actionnaires, il est nécessaire d'agir ensemble : syndicats, mouvements climat, mouvements sociaux (dont des gilets jaunes), pour construire un rapport de force à la hauteur des enjeux. Nous le disons, cela passera par le blocage de l'économie à deux niveaux : **la grève des salarié-es et la grève de la consommation.**

L'humanité en péril, virons de bord toute !

de Fred Vargas chez Flammarion

Auteure célèbre de romans policiers, mais aussi docteure en archéozoologie et ex chercheuse au CNRS, elle tente de balayer en 200 pages l'avenir de la planète et donc de l'humanité. Rien que ça.

Le ton est très alarmiste, à juste titre bien souvent. La lecture est assez pénible car elle énumère tous les périls et leurs causes sans réel plan — réchauffement climatique, CO2, assèchement des ressources en eau, déforestation, culture du soja, du riz, agriculture et élevage industriels, surconsommation de viande, salinisation des sols agricoles, acidification des océans., plastiques... Elle passe aussi en revue critique les énergies

renouvelables éoliennes, panneaux solaires, biomasse, biocapteurs, batteries..

Elle dénonce les lobbies industriels et agro alimentaires, la course à l'argent, l'inertie et les mensonges des politiques (EUX) mais elle compte de façon un peu naïve sur la seule action des individus (NOUS) pour virer de bord. Changeons de mode de consommation et votons bien... Pas de remise en cause du système capitaliste !

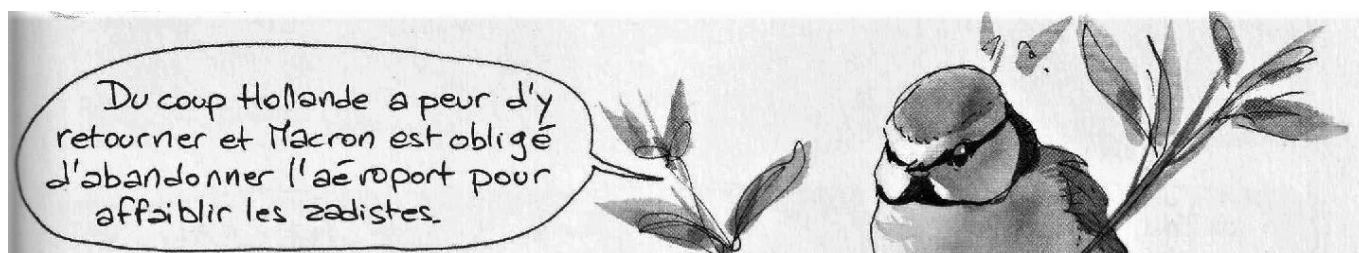
Toutefois, un « que faire » en toute fin de l'ouvrage donne quand même des pistes d'action individuelles et collectives.

Très critiqué sur la forme, utilisant



pour alléger la lecture un humour pas très drôle à la longue, critiqué aussi sur le fond car quelques imprécisions, ce bouquin contient une quantité impressionnante d'informations que nous pouvons vérifier et approfondir car les sources sont citées.

Au moment où les mobilisations climat prennent de l'ampleur, mais pas suffisamment, ce petit livre accessible donnera quelques arguments supplémentaires pour convaincre les carnivores invétérés et les encore septiques.



La recomposition des mondes,

une BD d'Alessandro Pignocchi, postface d'Alain Damasio. Éditeur Le Seuil.

Cette BD, état des lieux après l'abandon du projet d'aéroport à Notre Dame des Landes, retrace la charge des blindés d'avril 2018, la destruction d'une partie des lieux, puis le forcing de l'administration pour normaliser la zone.

« A quoi ça sert de faire une BD ou un film sur la ZAD ? A qui ? ».

En réponse à cette question qu'il pose en tout début de sa postface, Alain Damasio propose d'ajouter un sous titre à toutes les œuvres inspirées et créées par la ZAD : « Contribution aux imaginaires en cours » et il ajoute qu'Alessandro Pignocchi ne faillit pas à cette mission « en donnant, par son

approche documentaire à la première personne (...) l'espace où cet imaginaire peut prendre forme, comprendre un monde, en absorber les ressentis et en activer l'empathie indispensable ».

Alessandro Pignocchi, anthropologue et dessinateur qui a consacré précédemment des albums aux Indiens d'Amazonie, s'est installé à Notre-Dame-des-Landes. En quatrième de couverture, son personnage se demande ce qu'il va y trouver : « un kyste peuplé de hippies violents, trop drogués pour comprendre qu'il faut partir puisque l'aéroport est abandonné ? Ou l'avant poste d'un nouveau rapport au monde,

affranchi de la distinction entre nature et culture ? » La réponse est implicite dans cette formulation pas tout à fait innocente.

Les aquarelles de Pignocchi, alternant des images de salamandres, de tritons ou de rapaces nocturnes avec celles des affrontements avec les CRS au petit matin, ou celles des discussions entre ZADistes, sont superbes.

Un beau témoignage sur une lutte et des éléments de réflexions vers une rupture avec le capitalisme.

Et s'il fallait un dernier argument : une partie des recettes de la vente de ce livre est reversée au fonds de dotation de la ZAD.

Le Grenelle contre les féminicides est bien mal engagé!

Mardi 3 septembre le gouvernement lançait le grenelle contre les violences conjugales, alors que le nombre de féminicides dépassait le chiffre de 100 femmes tuées depuis le début de l'année.



Dessin de Vladimir Khakhanov, Cartoon Movement, Russie

Dans sa déclaration, Édouard Philippe a présenté ce qu'il appelle des premières « mesures d'urgences », en attendant la fin du grenelle. En réalité, ces mesures ne répondent pas à l'urgence et laissent entendre que le gouvernement pratiquera l'enfumage jusqu'au 25 novembre et au-delà. Si certaines des propositions pourraient être des avancées, la majorité sont hors-sol et ne rentreront pas en application avant 2020 ou 2021... on est loin de l'urgence.

Ainsi, réaliser un audit des commissariats et des gendarmeries pour savoir ce qui ne fonctionne pas dans la prise en charge des victimes de violences conjugales, quand 40 années de militantisme de terrain par les associations permettent de savoir cela depuis longtemps, c'est de la temporisation.

De même, proposer l'ouverture de 1000 places d'hébergement d'urgence supplémentaire à l'horizon 2021 alors qu'il en faudrait au moins 5000 démontre d'une politique non-ambitieuse sur le sujet.. Et pas un mot sur les femmes sans papiers, les femmes trans, toutes celles, déjà marginalisées dans la société, qui n'ont aucun moyen de dénoncer les

violences qu'elles pourraient subir dans leur couple...

Tout cela est à des années-lumières des revendications portées par les associations féministes qui sont claires et connues depuis des années :

- ◇ plus de moyens pour les associations et les lieux d'accueils,
- ◇ des possibilités d'hébergement sans conditions,
- ◇ l'accès gratuit à un suivi médical et psychologique,
- ◇ un traitement réel des plaintes et des appels des victimes, l'éloignement de l'agresseur, de véritables campagnes nationales de prévention,
- ◇ des formations à tous les étages des professionnel-le-s,
- ◇ une autre politique d'éducation nationale intégrant l'apprentissage au respect des autres, au consentement et contre les discriminations...

Par ailleurs, en annonçant que les moyens n'étaient pas le sujet du Grenelle, le message est clair : il compte prendre des mesurètes, à la marge.

La casse du code du travail et l'assouplissement des conditions de licenciements précarise toujours plus les femmes, et isolent toujours

plus celles qui vivent des violences. Les réformes des retraites, du chômage et des services publics vont être autant d'entraves aux possibilités d'autonomie des femmes victimes de violences : comment quitter le foyer lorsqu'on a pas d'argent ? Partir avec ses enfants lorsque l'école est à 50 km ou qu'il n'y a plus de ligne de train pour sortir de son village ?

E. Philippe promet de faciliter les dépôts de plaintes à l'Hôpital. Mais comment permettre cela lorsque les patient-e-s s'entassent dans les couloirs ou qu'ils/elles ne sont pas reçues, faute de places ?

Nous n'attendons pas après ce gouvernement qui met seulement 1 million pour les associations qui luttent contre les violences faites aux femmes et 5 millions pour 1000 places d'hébergement alors que c'est 1 milliard qu'il faut !

Parce que les féminicides ne sont pas des faits isolés et qu'ils s'inscrivent dans un système patriarcal global, nous devons mener une lutte féministe efficace et effective seule à même de renverser la tendance mortifère actuelle et de dessiner les contours d'une société basée sur l'entraide, le respect et la solidarité au lieu de l'exploitation, de la concurrence et de l'individualisme.



Droit à l'avortement, les féministes dans la rue pour le défendre!

Ce 28 septembre, journée internationale de lutte pour le droit à l'IVG, nous étions près de 200 à Tours à manifester. Dynamique, jeune, unitaire et internationaliste, la manifesta-

tion a rappelé combien la lutte pour l'accès à une IVG libre, gratuite de proximité et sécurisée pour toutes les femmes dans le monde est d'actualité. De par le monde, l'avortement est encore interdit (Malte), juste toléré (Chili) ou remis en cause (USA). Il est rarement libre et sécurisé. En France, nous revendiquons la réouverture des Centres d'IVG fermés, la suppression de la clause de conscience, un vrai choix de la méthode (chirurgicale ou médicamenteuse), l'allongement du droit à l'IVG de 12 à 14 semaines de grossesse.



Formations

- Formation Conseiller du salarié le 17 octobre au local de Saint Pierre (40 bd Jean Jaurès, Saint Pierre des Corps)
- Formation accueil les 9 et 10 décembre à la Camusière

Commissions (pour ces commissions l'aide est la bienvenue pour les animer et participer aux actions. Intéressé ? contactez Solidaires 37)

- **Développement** : pour les prochaines diffusions rdv 10h30 à SUD Rail (11 rue B Pascal à Tours), les équipes partiront ensuite vers des lieux de diffusion définis par la commission. Les dates : 7 Novembre, 5 Décembre.
- **Journal** : le journal a repris du service, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues pour aider. Prochain journal décembre 2019. Remise des articles au plus tard le 20 novembre.
- **Retraité-es** : Réunion de la commission **le lundi 4 novembre à 14h** à la Camusière. Aux syndicats : faire parvenir à la commission retraité-es, tout au long de l'année, les évolutions de la syndicalisation des retraité-es. Les adresses postale et électronique de vos adhérents qui partent en retraite.
- « **droits des femmes** » : Prochaines commissions les 12 novembre et 2 décembre à **18h**.
- La **commission juridique** : Sur rendez-vous voir contacts en bas de cette page. Réunion le 3^{ème} vendredi de chaque mois (sauf juillet et août) à l'UL de Saint Pierre des Corps.

Prochaines dates

- Les prochains **Conseils départementaux interprofessionnels** se dérouleront le jeudi **7 novembre**, le **5 décembre à 14h**.

CONTACTS SUD-SOLIDAIRES

SUD PTT	Tél : 02 47 85 11 11	sudptt36.37@gmail.com
SUD Santé sociaux	Tel/fax 02 47 71 00 65 ou 06 15 08 62 22	sudsantesociaux37@gmail.com
SUD Education	Tel : 02 47 85 11 15	sudeduc37@gmail.com
SUD Recherche EPST		sud@tours.inra.fr
SUD Caisse d'épargne	Tel/Fax : 02.47.28.39.94	sud.celc@gmail.com
Solidaires Étudiant-es	solidaires.etudiant.e.s.tours@gmail.com	
SUD Rail	Tél : 02.47.75.09.90 (FAX : 05.23.62)	sudrail.tours@free.fr
SUD CAM	Tél/Rép./Fax : 02.47.39.84.42	syndicat.sudcatp@free.fr
SUD Michelin		sud-michelin.tours@neuf.fr
Solidaires Finances Publiques	solidairesfinancespubliques.ddfip37@dgfip.finances.gouv.fr	
SNJ		snj.nrco@me.com

SOLIDAIRES industrie, SUD Culture, SUD Commerce, SUD Logement social, SUD Protection sociale, SUD FPA, SUD Logement social, SUD Collectivité territoriales, SUD rural, SOLIDAIRES Informatique, SUD Radiall, SUD Route, SUD Nettoyage, SUD Saur, SUD collectivités territoriales.

18, rue de l'Oiselet La Camusière 37550 Saint Avertin Tel/Fax : 02.47.28.39.94

SOLIDAIRES 37

Édité par Solidaires 37
Siège social :
 18, rue de l'Oiselet
 La Camusière
 37550 Saint Avertin
 Tel/Fax : 02.47.28.39.94
E-mail : solidaires37@orange.fr
Site : <http://www.solidaires37.org>

Directeur de publication :
 Jean-Michel Surget

Union Locale de
 Saint Pierre des Corps
 40 boulevard Jean Jaurès 37700
 Saint Pierre des Corps
 Téléphone : 02 47 44 50 96

CONSEILLERS DU SALARIE, INFORMATIONS JURIDIQUES

PARESSANT Joël Retraité de la FTP Solidaires 37 Tél : 06.20.11.91.36 FIRMIN Jean-Luc (infos juridiques) cheminot sud rail Tel : 06.08.21.01.72 - bubupk@hotmail.fr	LEAUTÉ Sylvain Agent EDF Tél : 06 81 11 02 48 KITUMU Mateta Tel : 06 49 52 67 59 nkanda.consulting@gmail.com MONSTERLET Magalie Tel : 06 89 88 48 60
--	---